

PROVINCE DE QUÉBEC
Village de Price

Procès-verbal d'une séance extraordinaire du conseil municipal du Village de Price, tenue à l'Hôtel-de-ville de Price, le vendredi 22 avril 2022 à 16 h 00.

Présences :

5- René Roberge	
3- Frédéric Gagné	6- Lise Lévesque

Tous les membres ont reçu un avis de convocation conformément à l'article 156 du Code municipal du Québec.

Formant quorum sous la présidence de M. Bruno Paradis, maire.
M. Joël Charest, directeur général adjoint est aussi présent.

1. Mot de bienvenue

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

2022-04-84

Il est proposé par René Roberge, appuyé par Lise Lévesque et résolu unanimement que l'ordre du jour soit adopté tel que présenté.

Adopté.

3. Administration

3.1 Adoption du règlement 2022-395 décrétant les règles de contrôle et de suivi budgétaire

ATTENDU QU' en vertu du deuxième alinéa de l'article 960.1 du *Code municipal du Québec*, le conseil doit adopter un règlement en matière de contrôle et de suivi budgétaires ;

ATTENDU QUE ce règlement doit prévoir notamment le moyen utilisé pour garantir la disponibilité des crédits préalablement à la prise de toute décision autorisant une dépense, lequel moyen peut varier selon l'autorité qui accorde l'autorisation de dépenses ou le type de dépenses projetées ;

ATTENDU QU' en vertu du deuxième alinéa de l'article 165.1 du *Code municipal du Québec*, un engagement de salarié n'a d'effet que si, conformément au règlement adopté en vertu du deuxième alinéa de l'article 960.1, des crédits sont disponibles à cette fin ;

ATTENDU QU' en vertu de l'article 961 du *Code municipal du Québec*, un règlement ou une résolution du conseil qui autorise une dépense n'a d'effet que si, conformément au règlement adopté en vertu du deuxième alinéa de l'article 960.1, des crédits sont disponibles pour les fins auxquelles la dépense est projetée ;

ATTENDU QU' en vertu du quatrième alinéa de l'article 961.1 du *Code municipal du Québec*, une autorisation de dépenses accordée en vertu d'une délégation n'a d'effet que si, conformément au règlement adopté en vertu du deuxième alinéa de l'article 960.1, des crédits sont disponibles à cette fin ;

ATTENDU QUE l'article 176.4 du *Code municipal du Québec*, et le cinquième alinéa de l'article 961.1 prévoient les modalités de reddition de comptes au conseil aux fins de contrôle et de suivi budgétaires ;

ATTENDU QU' un avis de motion et le dépôt du projet de règlement a été fait lors de la séance ordinaire du 4 avril 2022 par M. Frédéric Gagné;

EN CONSÉQUENCE :

2022-04-85 Il est proposé par M. René Roberge et résolu à l'unanimité que le règlement numéro 2022-391 soit adopté et qu'il statue et décrète ce qui suit :

SECTION 1 - OBJECTIFS DU RÈGLEMENT

Article 1.1

Le présent règlement établit les règles de contrôle et de suivi budgétaires que tous les fonctionnaires et employés concernés de la municipalité doivent suivre.

Plus spécifiquement, il établit les règles de responsabilité et de fonctionnement requises pour que toute dépense à être engagée ou effectuée par un responsable d'activité budgétaire désigné à l'article 3.1.

Le présent règlement s'applique à toute affectation de crédits imputable aux activités financières ou aux activités d'investissement de l'exercice courant que le conseil peut être amené à adopter par résolution ou règlement.

Article 1.2

Le présent règlement établit aussi les règles de suivi et de reddition de comptes budgétaires les responsables d'activité budgétaire doivent suivre.

Article 1.3

De plus, le présent règlement établit les règles de délégation d'autorisation de dépenser que le conseil se donne en vertu des premiers et deuxièmes alinéas de l'article 961.1 du *Code municipal du Québec*.

SECTION 2 – PRINCIPES DU CONTRÔLE ET DU SUIVI BUDGÉTAIRES

Article 2.1

Les crédits nécessaires aux activités financières et aux activités d'investissement de la municipalité doivent être approuvés par le conseil préalablement à leur affectation à la réalisation des dépenses qui y sont reliées. Cette approbation de crédits revêt la forme d'un vote des crédits exprimé selon l'un des moyens suivants :

- l'adoption par le conseil du budget annuel ou d'un budget supplémentaire,
- l'adoption par le conseil d'un règlement d'emprunt,
- l'adoption par le conseil d'une résolution ou d'un règlement par lequel des crédits sont affectés à partir de revenus excédentaires, du surplus accumulé, de réserves financières ou de fonds réservés.

Article 2.2

Pour pouvoir être effectuée ou engagée, toute dépense doit être dûment autorisée par le conseil, un responsable d'activité budgétaire à la section 3, après vérification de la disponibilité des crédits nécessaires.

Article 2.3

Tout employé de la municipalité est responsable d'appliquer et de respecter le présent règlement en ce qui le concerne. Tout responsable d'activité budgétaire doit observer le présent règlement lorsqu'il autorise une dépense relevant de sa responsabilité avant

qu'elle ne soit engagée ou effectuée. Il ne peut autoriser que les dépenses relevant de sa compétence et n'engager les crédits prévus à son budget que pour les fins auxquelles ils sont affectés.

SECTION 3 – DÉLÉGATION ET POLITIQUE DE VARIATION BUDGÉTAIRE

Article 3.1

Le conseil délègue son pouvoir d'autorisation de dépenser de la façon suivante :

a) Tout responsable d'activité budgétaire peut autoriser des dépenses et contracter au nom de la municipalité à la condition de n'engager ainsi le crédit de la municipalité que pour l'exercice courant et dans la limite des enveloppes budgétaires sous sa responsabilité.

Délégation du pouvoir du conseil de dépenser

0 \$ à 1500 \$ Responsable des travaux publics

0 \$ à 1500 \$ Responsable de l'eau potable et des eaux usées

1501 \$ à 2500 \$ Directeur du service incendie

1501 \$ à 2500 \$ Directeur général adjoint

2501 \$ à 5000 \$ Directeur général et/ou greffier-trésorier

5001 \$ ou plus Conseil

Article 3.2

La limite de variation budgétaire permise par poste budgétaire au cours d'un exercice est fixée à 5 %. Le responsable d'activité budgétaire peut effectuer les virements budgétaires appropriés en accord avec le directeur général.

SECTION 4 – MODALITÉS GÉNÉRALES DU CONTRÔLE ET DU SUIVI BUDGÉTAIRES

Article 4.1

Toute autorisation de dépenses, incluant celle émanant du conseil lui-même, doit faire l'objet d'un certificat, peu importe la forme de celui-ci, du secrétaire-trésorier attestant de la disponibilité des crédits nécessaires. Le greffier-trésorier peut émettre ce certificat en début d'exercice pour les dépenses prévues au budget lors de son adoption ou suite à son adoption.

Des certificats spécifiques doivent cependant être émis en cours d'exercice pour des dépenses non déjà prévues au budget initial et qui nécessitent un budget supplémentaire ou l'affectation de crédits par le conseil.

Article 4.2

Hormis le fait que les dépenses prévues au budget aient fait l'objet d'un certificat du greffier-trésorier en début d'exercice, chaque responsable d'activité budgétaire doit vérifier l'enveloppe budgétaire encore disponible avant d'autoriser, ou faire autoriser par le conseil, des dépenses en cours d'exercice. Pour ce faire, on réfère aux registres comptables en vigueur dans la municipalité sinon au greffier-trésorier lui-même.

Article 4.3

Si la vérification de l'enveloppe budgétaire disponible démontre une insuffisance budgétaire dépassant la limite de variation budgétaire prévue à l'article 3.2, le responsable d'activité budgétaire doit suivre les instructions fournies en 7.1.

Article 4.4

Un employé qui n'est pas un responsable d'activité budgétaire ne peut autoriser lui-même quelque dépense que ce soit. Il peut toutefois engager ou effectuer une dépense, qui a été dûment autorisée au préalable, s'il en a reçu le mandat ou si sa description de tâches le prévoit.

Article 4.5

Le directeur général est responsable du suivi du présent règlement. Il doit présenter au conseil pour adoption, s'il y a lieu, tout projet de modification dudit règlement qui s'avérerait nécessaire pour l'adapter à de nouvelles circonstances ou à un changement législatif l'affectant.

Le directeur général, de concert avec le secrétaire-trésorier, est responsable de voir à ce que des contrôles internes adéquats soient mis et maintenus en place pour s'assurer de l'application et du respect du règlement par tous les fonctionnaires et employés de la municipalité.

SECTION 5 – ENGAGEMENTS S'ÉTENDANT AU-DELÀ DE L'EXERCICE COURANT

Article 5.1

Toute autorisation d'un engagement de dépenses qui s'étend au-delà de l'exercice courant doit au préalable faire l'objet d'une vérification des crédits disponibles pour la partie imputable dans l'exercice courant et recevoir l'autorisation du conseil.

Article 5.2

Lors de la préparation du budget de chaque exercice, le greffier-trésorier doit s'assurer que les crédits nécessaires aux dépenses engagées antérieurement à être imputées aux activités financières de l'exercice sont correctement pourvus au budget.

SECTION 6 – DÉPENSES PARTICULIÈRES

Article 6.1

Certaines dépenses sont de nature particulières, telles :

Les salaires et primes, les avantages sociaux, les REER, la location et frais du photocopieur, l'électricité, le téléphone, l'internet, les cellulaires, les frais bancaires, les remboursements de dettes à court et à long terme en capital et intérêts, les frais de poste et messagerie, les remises mensuelles de retenues à la source, les paiements d'écoulant d'un contrat annuel ou pluriannuel pré approuvé par le conseil, les factures gouvernementales, la contribution au déficit de l'OMH, l'assurance collective, les quotes-parts de la MRC de La Mitis, les immatriculations, les frais du ministère de la Sécurité publique (SQ), les frais de CNESST ainsi que les assurances de biens, budgets des régies intermunicipales et la petite caisse.

Lors de la préparation du budget de chaque exercice, chaque responsable d'activité budgétaire concerné doit s'assurer que son budget couvre les dépenses particulières dont il est responsable. Le greffier-trésorier de la municipalité doit s'assurer que les crédits nécessaires à ces dépenses particulières sont correctement pourvus au budget.

Article 6.2

Lorsqu'une situation imprévue survient, telle la conclusion d'une entente hors cour ou d'une nouvelle convention collective, le secrétaire-trésorier doit recommander au conseil une façon de pourvoir aux crédits additionnels requis.

SECTION 7 – SUIVI ET REDDITION DE COMPTES BUDGÉTAIRES

Article 7.1

Tout responsable d'activité budgétaire doit effectuer régulièrement un suivi de son budget et rendre compte immédiatement au secrétaire-trésorier dès qu'il anticipe une variation budgétaire allant au-delà de la limite prévue à l'article 3.2. Il doit justifier ou expliquer au directeur général ou greffier-trésorier par écrit tout écart budgétaire défavorable constaté ou anticipé et présenter s'il y a lieu une demande de virement budgétaire. Si la variation budgétaire ne peut se résorber par virement budgétaire, le greffier-trésorier de la municipalité doit en informer le conseil et, s'il y a lieu, lui soumettre pour adoption une proposition de budget supplémentaire pour les crédits additionnels requis.

Article 7.2

Afin que la municipalité se conforme à l'article 176.5 et au cinquième alinéa de l'article 961.1 du *Code municipal du Québec*, le greffier-trésorier doit aussi préparer et déposer périodiquement au conseil lors d'une séance ordinaire un rapport des dépenses autorisées par tout responsable d'activité budgétaire dans le cadre de la délégation permise à l'article 3.1.

ADOPTÉ À PRICE CE 22 AVRIL 2022

Bruno Paradis, maire

Alain Thibault,
Directeur général et greffier-trésorier

3.2 Avis de motion et adoption du projet de règlement numéro 2022-391 modifiant le plan d'urbanisme

Madame Lise Lévesque donne avis de motion à l'effet que le projet de règlement numéro 2022-391 modifiant le plan d'urbanisme sera présenté lors de la présente séance.

CONSIDÉRANT QUE la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme prévoit que le conseil municipal peut modifier son plan d'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1, article 109 et les suivants);

CONSIDÉRANT QUE le Conseil municipal désire revoir le tracé des rues projetées dans les secteurs de la rue du Parc et du prolongement de la rue du Sacré-Cœur;

CONSIDÉRANT QUE le Conseil souhaite créer une zone d'affectation industrielle légère entre les habitations existantes et le secteur industriel lourd sur les rues Mitis et Philippe-Bérubé afin de réduire les inconvénients de voisinage entre les deux vocations;

CONSIDÉRANT QUE le Conseil souhaite étendre l'affectation multifonctionnelle vers le nord dans le secteur de la rue Saint-Jean-Baptiste.

POUR CES MOTIFS :

2022-04-86

Il est proposé par madame Lise Lévesque, appuyée par Monsieur Frédéric Gagné, et résolu à l'unanimité que soit adopté le projet de règlement numéro 391.

Adoptée

3.3 Avis de motion et adoption du premier projet de règlement numéro 2022-392 modifiant le règlement de zonage

Monsieur Frédéric Gagné donne avis de motion à l'effet que le premier projet de règlement numéro 2022-392 modifiant le règlement de zonage sera présenté lors de la présente séance.

CONSIDÉRANT QUE la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme prévoit que le conseil municipal peut modifier ses règlements d'urbanisme en tout temps (L. R. Q., chapitre A-19.1, articles 123 et les suivants);

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal désire adopter des normes sur les minimaisons et les autoriser dans un secteur du territoire ;

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal désire permettre certains usages saisonniers dans les zones multifonctionnelles ;

CONSIDÉRANT QUE le conseil désire autoriser les habitations multifamiliales d'au plus 4 logements dans le prolongement de la rue du Sacré-Cœur ;

CONSIDÉRANT QUE le conseil désire s'assurer que des industries lourdes ne pourraient être implantées à proximité des habitations ;

CONSIDÉRANT QUE le conseil désire apporter des modifications aux règles encadrant les bâtiments accessoires aux usages résidentiels;

CONSIDÉRANT QUE le conseil désire agrandir à la zone 25 (MTF) vers le nord dans le secteur de la rue Saint-Jean-Baptiste.

POUR CES MOTIFS :

2022-04-87

Il est proposé par monsieur Frédéric Gagné, appuyé par monsieur René Roger, et résolu à l'unanimité que soit adopté le premier projet de règlement numéro 392.

Adoptée

3.4 Avis de motion et adoption du projet de règlement numéro 2022-393 modifiant le règlement de lotissement

Monsieur Frédéric Gagné donne avis de motion à l'effet que le projet de règlement numéro 2022-393 modifiant le règlement de lotissement sera présenté lors de la présente séance.

CONSIDÉRANT QUE la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme prévoit que le conseil municipal peut modifier ses règlements d'urbanisme en tout temps (L. R. Q., chapitre A-19.1, articles 123 et les suivants);

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal désire adapter son règlement de lotissement aux normes sur les minimaisons ;

POUR CES MOTIFS :

2022-04-88

Il est proposé par monsieur Frédéric Gagné, appuyé par madame Lise Lévesque, et résolu à l'unanimité que soit adopté le projet de règlement numéro 393.

Adoptée

3.5 Avis de motion et adoption du projet de règlement numéro 2022-394 modifiant le règlement sur les permis et les certificats

Monsieur René Roberge donne avis de motion à l'effet que le projet de règlement numéro 2022-394 modifiant le règlement sur les permis et les certificats sera présenté lors de la présente séance.

CONSIDÉRANT QUE la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme prévoit que le conseil municipal peut modifier ses règlements d'urbanisme en tout temps (L. R. Q., chapitre A-19.1, articles 123 et les suivants);

CONSIDÉRANT QU' encadrer l'émission des certificats d'autorisation pour les usages saisonniers.

POUR CES MOTIFS :

2022-04-89

Il est proposé par monsieur René Roberge, appuyé par madame Lise Lévesque, et résolu à l'unanimité que soit adopté le projet de règlement numéro 394.

Adoptée

3.6 Embauche d'une coordonnatrice plein air en partenariat avec Grand air Mitis

2022-04-90

Il est proposé par monsieur René Roberge, appuyé par madame Lise Lévesque et résolu à l'unanimité des membres du conseil municipal de procéder à l'embauche de Madame Sara Lopez-Mc Gurrin pour une période de huit (8) semaines à compter du 27 juin 2022 à titre de coordonnatrice plein air pour l'organisme Grand air Mitis (dont la Municipalité du Village de Price sera fiduciaire) et à autoriser le directeur général adjoint, monsieur Joël Charest, à signer le contrat de travail de la coordonnatrice plein air.

3.7 Autorisation de signature du protocole d'entente avec l'Association canadienne des parcs et loisirs

Résolution 2022-04-91

Il est proposé par madame Lise Lévesque, appuyée par monsieur Frédéric Gagné et résolu à l'unanimité d'autoriser la signature d'un protocole d'entente entre la Municipalité du village de Price et l'Association canadienne des parcs et loisirs dans le cadre du projet de coordonnatrice plein air et de mandater le directeur général adjoint monsieur Joël Charest signataire de l'entente.

4. Période de question

5. Levée de l'assemblée :

2022-04-92

Il est proposé par Lise Lévesque et résolu unanimement de levée de l'assemblée à 16 h 30.

Bruno Paradis, maire

Joël Charest, directeur-général adjoint

Attestation :

Conformément à l'article 142 du Code municipal, je, Bruno Paradis, maire atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142(2) du Code municipal.

Bruno Paradis, maire